

La mairie municipalise l'épicerie sociale

Dans les rayons, ils continueront à trouver des conserves et des produits frais... mais ils pourront aussi y glaner des conseils sur le logement ou l'emploi. Les bénéficiaires de l'épicerie sociale de Viry-Châtillon vont voir évoluer cette structure, en passe de devenir une « plate-forme sociale » dédiée aux problèmes de société dans leur globalité. Et pour cause : la distribution alimentaire, gérée depuis dix ans par l'Oasis, va être municipalisée. La mairie a décidé de ne pas renouveler la convention qui la liait à l'association et de gérer elle-même la structure, installée avenue Du Bellay. Un choix que ne digère pas l'Oasis (*lire ci-dessous*) et qui indigné l'opposition.

« Cette décision abrupte est perçue comme une véritable marque de mépris pour les bénévoles qui ont, depuis toujours, fait preuve de plus grand dévouement et d'une efficacité exemplaire », affirme la députée UMP, Françoise Briand.

Mieux cibler les besoins et mieux y répondre

JEAN-PIERRE MORVAN, ÉLU (PCF)
CHARGE DU DOSSIER

« La municipalité a une volonté centralisatrice et veut contrôler l'épicerie, même si cela génère des coûts supplémentaires et si la structure doit perdre sa neutralité, sa transparence et une partie de son âme », enchérit

Jean-Marie Vilain, chef de file de l'opposition centriste à Viry. Une polémique identique avait conduit à la démission, en mars dernier, de l'ancien président de l'association. L'élu communiste en charge du dossier à la mairie, Jean-Pierre Morvan, se défend pourtant de toute mauvaise intention. « Je ne comprends pas cette polémique. L'Oasis n'a jamais démerité, bien au contraire. Mais, aujourd'hui, la dégradation sociale qui touche nos citoyens est importante et nécessite que la municipalité se réapproprie la structure pour mieux cibler les besoins et mieux y répondre. » L'élu, qui veut en faire un lieu de « rencontre et de coordination sociale », constate que « le nombre de

bénéficiaires a beaucoup augmenté ces dernières années. Nous en avons plus de 70 par semaine, avec des publics nouveaux comme des travailleurs pauvres, des femmes isolées ou des retraités ». Selon lui, la charge était « trop importante » pour l'asso-

ciation. Afin de répondre à la forte demande, l'élu a déjà prévu d'ouvrir une demi-journée supplémentaire par semaine le lieu et pourrait décider à terme de la laisser ouverte cinq jours sur sept.

FLORENCE MÉRÉO

« J'ai peur que les bénéficiaires en pâtissent »

THOMAS GERMÉ ● président de l'Oasis

Les épaules, il assure les avoir assez larges pour remplir entièrement sa mission d'aide alimentaire. Thomas Germé, président depuis mars de l'Oasis, ne comprend pas la décision municipale de ne pas reconduire la convention qui lui permettait de gérer l'épicerie sociale de la commune. « Pourquoi la mairie a fait ça, je ne sais pas, balaie-t-il pour ne pas rentrer dans des considérations

politiques. Mais ce que je sais, c'est que nous avons une connaissance du terrain et des personnes qu'elle n'a pas. »

Le retraité, associatif depuis 2005, craint pour l'avenir de l'épicerie : « J'ai peur que la mairie se casse la figure et que les bénéficiaires en pâtissent. Nous avons mis des années à trouver le bon rythme de croisière et nous avons une expérience bien plus

importante. » L'Oasis a jusqu'au 14 décembre pour quitter les lieux. La municipalité indique que du personnel spécifique sera recruté, ainsi que « des bénévoles ». Ce ne seront sûrement pas ceux de l'Oasis. « Selon un premier sondage que j'ai fait, indique Thomas Germé, aucun des vingt bénévoles de l'Oasis ne voudra continuer avec la municipalité afin de garder son indépendance. »

F.M.



VIRY-CHÂTILLON, MARS. Le nombre de bénéficiaires de l'épicerie sociale a fortement augmenté depuis plusieurs mois. Pour répondre aux besoins, la mairie a décidé de gérer elle-même le lieu alors que l'association affirme, elle, pouvoir continuer à assurer sa mission.

(L.P.F. M.)